



CONSEIL D'ORIENTATION
DES RETRAITES

Les colloques
du COR

Les rapports entre générations

Le dossier du participant

4 décembre 2018

Maison de la Chimie

Programme

9h00 Accueil des participants

9h30 Ouverture des travaux

- **Pierre-Louis Bras**, Président du Conseil d'orientation des retraites

9h45 - Session 1 : les inégalités de niveau de vie entre les générations

- Le profil du niveau de vie selon l'âge : évolutions passées et futures
Jean-Michel Hourriez, Secrétaire général adjoint du Conseil d'orientation des retraites
- Les inégalités de niveaux de vie entre les générations en France
Hippolyte d'Albis, Directeur de recherche au CNRS et professeur à l'Ecole d'économie de Paris

Débat avec la salle

11h15 - Session 2 : le patrimoine et le capital humain d'une génération à l'autre

- Du déclassement à la reproduction des inégalités : le point de vue de la mobilité sociale entre les générations
Camille Peugny, Sociologue, professeur à l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines
- Le patrimoine entre les générations : enjeux actuels et propositions de réformes
André Masson, Directeur de recherches au CNRS et directeur d'études à l'EHESS

Débat avec la salle

12h30 - Pause

14h - Session 3 : l'apport des sciences politiques

- Le renouvellement générationnel et la transformation politique en France
Vincent Tiberj, Professeur des universités en science politique à Sciences Po Bordeaux
- Les différences et ressemblances politiques parmi les générations en Europe
Achim Goerres, Professeur de science politique et directeur de l'Institut de science politique de l'université de Duisburg-Essen

Débat avec la salle

15h30 - Session 4 : les opinions et le ressenti

- Le bonheur au fil des âges
Claudia Senik, Professeur à l'Université Paris-Sorbonne et à l'Ecole d'économie de Paris
- Les opinions en matière de retraite selon les générations
Patrick Aubert, Sous-directeur de l'observation de la solidarité à la DREES

Débat avec la salle

16h45 - Synthèse et conclusions

- **Pierre-Louis Bras**, Président du Conseil d'orientation des retraites

Introduction

Les rapports annuels du COR projettent que, par rapport aux générations qui viennent de partir à la retraite, les générations plus jeunes seraient pénalisées par des montants de pension plus faibles par rapport à leurs revenus d'activité (taux de remplacement), alors qu'elles ont cotisé pour la retraite à un taux moyen plus élevé. De façon plus synthétique, en tenant compte également des durées de carrière et de retraite, le rendement des cotisations baisserait entre la génération 1940 et la génération 1975.

Faut-il y voir un problème d'inéquité intergénérationnelle ? Pas nécessairement si, grâce à la croissance, chaque génération vit nettement mieux que la précédente : meilleures carrières, niveau de vie plus élevé, patrimoine plus important, amélioration des conditions de vie, et au final élévation du bien-être. En revanche, si durant leur vie active certaines générations ne vivent pas mieux que les précédentes, voire vivent moins bien, elles pourraient cumuler des carrières moins favorables et des conditions de départ à la retraite dégradées.

Le colloque s'efforcera de documenter ces questions en abordant différentes dimensions des inégalités entre générations : qualification, niveaux de vie, patrimoine, etc. Plus globalement, il étudiera comment évoluent le positionnement politique et le bien-être ressenti des générations successives.

Biographies des intervenants

Dans l'ordre d'intervention

Pierre-Louis BRAS est président du Conseil d'orientation des retraites (COR) depuis janvier 2015. Diplômé d'HEC et ancien élève de l'ENA, Pierre-Louis Bras a commencé sa carrière en 1984 à la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC). Il rejoint ensuite le cabinet de Claude Évin, ministre de la Solidarité, de la santé et de la protection, comme conseiller pour les questions de sécurité sociale. Nommé directeur général de la Mutualité fonction publique (MFP) en 1992, il devient directeur du marché du financement du secteur public à la Société générale de 1994 à 1997. Il entre au cabinet de Martine Aubry, ministre de l'Emploi et de la santé, où il exerce les fonctions de conseiller responsable du pôle protection sociale, puis de directeur adjoint de cabinet, chargé de la protection sociale, de l'action sociale et de la santé. De 2000 à 2002, il dirige la direction de la Sécurité sociale (DSS). Il est nommé inspecteur général des Affaires sociales (IGAS) en 2003. En 2012, il est nommé conseiller spécial, chargé des comptes sociaux auprès du ministre délégué au Budget, puis a exercé les fonctions de secrétaire général des ministères chargés des Affaires sociales d'août 2013 à septembre 2014.

Jean-Michel Hourriez est administrateur de l'INSEE, diplômé de l'École polytechnique et de l'ENSAE. Il a exercé des responsabilités au sein de la Direction des statistiques démographiques et sociales de l'INSEE, travaillant notamment sur les enquêtes Revenus fiscaux et Budget de famille, avant d'être chercheur au CREST. Ses travaux portent sur les niveaux de vie des ménages et en particulier la comparaison du niveau de vie des actifs et des retraités, la pauvreté et les inégalités, la consommation et l'épargne, et l'économie de la famille. Il a rejoint le secrétariat général du COR en 2006, d'abord comme responsable des études puis comme secrétaire général adjoint.

Hippolyte d'Albis est directeur de recherche au CNRS et professeur à l'École d'économie de Paris. Il est spécialisé en économie démographique et a notamment travaillé sur les conséquences économiques du vieillissement de la population et de l'immigration. Par ailleurs, il dirige l'équipe française des Comptes de Transferts Nationaux qui propose une lecture générationnelle des flux économiques et financiers. Il est également éditeur associé du *Journal of Demographic Economics*, du *Journal of the Economics of Ageing* et de *Public Finance Review* et est membre de l'Institut universitaire de France et du Cercle des économistes. Docteur en sciences économiques de l'université Paris I et agrégé des universités, Hippolyte d'Albis a été maître de conférences à l'université Toulouse I, et professeur à l'université Montpellier III et à l'université Paris I. Il a également été directeur de l'école doctorale Economie Panthéon-Sorbonne et directeur scientifique adjoint à l'INSHS. Il a été lauréat du prix Philippe Michel du jeune chercheur en dynamique économique, du prix du meilleur jeune économiste, et d'une subvention de recherche de l'European Research Council.

Camille Peugny est sociologue, professeur à l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines et chercheur au laboratoire Printemps (UVSQ/CNRS). Ses recherches portent sur les inégalités sociales, les inégalités entre les générations et la mobilité sociale. Il a notamment consacré sa thèse à l'analyse du processus de déclassement social (Le déclassement, Grasset, 2009). A travers la mesure de l'évolution des flux de mobilité sociale entre les générations, il souligne la nécessité d'articuler les inégalités entre les générations et les inégalités intragénérationnelles pour décrire le processus de stratification sociale (Le destin au berceau. Inégalités et reproduction sociale, Seuil, 2013). Ses recherches récentes portent sur l'évolution de la structure sociale des pays européens, et plus particulièrement sur les questions liées à la polarisation de l'emploi.

André Masson est directeur de recherches au CNRS et directeur d'études à l'EHESS, économiste, ingénieur de l'École polytechnique et membre du PSE (Paris Sciences économiques). Ses thèmes de recherche se rattachent à la microéconomie des arbitrages inter-temporels et intergénérationnels des ménages : épargne et patrimoine, comportements à l'égard du risque et du temps, rationalité de l'épargnant ; motifs et fiscalité de la transmission des patrimoines ; retraites et protection sociale, types et philosophies de l'État-providence. Ses publications récentes portent notamment sur les enjeux du patrimoine et de sa transmission dans une société vieillissante, la taxation des héritages et donations, et les produits viagers.

Vincent Tiberj est professeur de science politique à Sciences po Bordeaux depuis 2017, après avoir été chargé de recherche à la Fondation Nationale des Sciences Politiques pendant 13 ans. Ses travaux actuels portent sur l'impact politique du renouvellement générationnel et sur la politique du multiculturalisme en Europe. Ses recherches ont pour objectif de comprendre comment les dynamiques générationnelles transforment (ou non) le rapport au politique, la participation politique, les systèmes de valeurs ou les alignements politiques en France et en Europe. Vincent Tiberj est l'auteur de six ouvrages et a publié plus d'une cinquantaine d'articles scientifiques dans les meilleures revues françaises et internationales de sciences politiques. Il a publié « Les citoyens qui viennent » au PUF ainsi que « La Crispation hexagonale » chez Plon, et « Français comme les autres ? » aux Presses de Sciences Po avec Sylvain Bourard.

Achim Goerres est titulaire d'un Master de politiques comparées de la London School of Economics and Political Sciences et d'un Master d'études européennes de l'université d'Osnabrück. En 2006, il soutient une thèse de doctorat à la London School of Economics and Political Sciences portant sur la participation politique des seniors en Europe. Depuis 2011, il est professeur de science politique empirique à l'université de Duisbourg-Essen, dont il dirige l'Institut de science politique. Politiste, comparatiste et sociologue, ses recherches portent sur les comportements politiques et l'Etat providence, tant sous un angle qualitatif que quantitatif en utilisant des données d'enquêtes. Ses études comparées sur le « pouvoir gris » dans les démocraties font autorité, de même que ses recherches portant sur les politiques migratoires.

Claudia Senik est professeure à l'université Paris-Sorbonne et à l'École d'économie de Paris. Membre de l'Institut Universitaire de France, elle est également chercheuse associée à l'IZA (Institute for the Study of Labor, Bonn). Ses travaux portent sur l'économie du bien-être subjectif, et en particulier sur le lien entre revenu, croissance, inégalités et bonheur. Elle s'intéresse également aux sources du bien-être au travail et en entreprise. Elle est l'auteur de nombreuses publications dans des revues internationales ainsi que de « L'économie du bonheur », paru à la République des idées, au Seuil, en 2014, et « Les Français, le bonheur et l'argent », paru en 2018 aux Presses de l'ENS, avec Yann Algan et Elizabeth Beasley.

Patrick Aubert est sous-directeur de l'observation de la solidarité depuis 2016 à la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees), le service statistique du Ministère des Solidarités et de la Santé. Polytechnicien, docteur en économie et ancien élève de l'École nationale de la statistique et de l'administration économique (Ensa), Patrick Aubert est administrateur hors classe de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee). Il a débuté au sein de la division « Marchés et stratégies d'entreprises » de l'Insee, en 2002. Après avoir évolué au sein de la cellule « Synthèse et conjoncture de l'emploi » de l'Insee, entre 2005 et 2008, il prend la tête du bureau « Retraites » de la DREES, jusqu'en 2011. De 2012 à 2016, il exerce les fonctions de secrétaire général adjoint du Conseil d'orientation des retraites.

Bibliographie

Quelques documents de cadrage

Marie-Émilie Clerc, Olivier Monso et Erwan Pouliquen, [« Les inégalités entre générations depuis le baby-boom »](#), *L'économie française - Comptes et dossiers Édition 2011*, INSEE

Les cohortes nées jusqu'à la fin des années 1940 bénéficiaient d'un net progrès générationnel : d'une génération à la suivante, les conditions d'emploi étaient plus favorables à l'entrée sur le marché du travail, le niveau de vie augmentait régulièrement, l'accès était plus fréquent à l'éducation et à la propriété d'un logement. Ce progrès s'est fortement ralenti, voire interrompu à plusieurs égards, pour les générations des années 1950 et 1960. Ces dernières, assez tôt dans leurs parcours de vie, ont été confrontées à la crise économique, plus particulièrement aux deux chocs pétroliers et aux périodes de conjoncture difficile du début des années 1980 et du milieu des années 1990. Les générations les plus récentes vivent une situation contrastée. Plusieurs années de bonne conjoncture au tournant des années 2000 ont contribué à leur redonner un niveau de vie plus élevé que les générations précédentes au même âge. Elles ont ensuite bénéficié de taux d'intérêt faibles qui leur ont à nouveau facilité l'accès à la propriété, malgré la hausse des prix de l'immobilier. Toutefois, cette amélioration semble très dépendante du contexte macroéconomique, qui peut facilement se retourner, comme lors de la crise économique initiée en 2008. Les inégalités entre générations s'accompagnent d'inégalités intra-générationnelles. L'accès à l'emploi est ainsi étroitement lié au niveau de diplôme. Ce dernier met davantage à l'abri du chômage et garantit plus souvent un emploi stable, mais de plus en plus au prix d'un déclassement en matière de salaire et de statut d'emploi. Les non-diplômés, de leur côté, apparaissent plus dépendants de la conjoncture, non seulement à la sortie des études mais aussi durant le début de leur carrière. Enfin, la fragilité de ce progrès générationnel, ainsi que l'importance accrue des transferts intergénérationnels de patrimoine, laissent envisager une augmentation des inégalités selon la catégorie et/ou l'origine sociale.

François Gleizes, Sébastien Grobon, Laurence Rioux, [« Niveau de vie et patrimoine des seniors : la progression au fil des générations semble s'interrompre pour les générations de seniors les plus récentes »](#), *France, portrait social, Édition 2018*, INSEE

Du début des années 1970 jusqu'à la crise de la fin des années 2000, le niveau de vie moyen des personnes de 65 ans ou plus a progressé sensiblement. Parti de plus bas, il a rejoint le niveau de vie moyen des personnes d'âge actif au milieu des années 1990 et a progressé ensuite au même rythme jusqu'à la crise. Puis, de 2010 à 2015, le niveau de vie moyen des seniors a stagné, tandis que celui des 25-64 ans, dont les ressources sont plus sensibles à la conjoncture économique, baissait légèrement. En 2015, le niveau de vie moyen des seniors est ainsi supérieur de 3 % à celui des personnes d'âge actif.

En 2015, les seniors font deux fois moins souvent que les 25-64 ans partie des 10 % les plus modestes et sont aussi deux fois moins souvent concernés par la pauvreté monétaire. Depuis 2008, la part de seniors appartenant aux 20 % les plus modestes a légèrement diminué, de même que la part de pauvres.

Au fil des générations, le niveau de vie des seniors à âge donné a nettement progressé. Cette progression tient à l'arrivée à 65 ans de personnes avec des pensions de retraite moyennes plus élevées que les générations précédentes, en raison de carrières plus complètes (en lien avec l'extension du travail féminin) et de salaires plus élevés, ainsi que de la montée en charge des droits familiaux, des minima de pensions et des régimes complémentaires obligatoires. Cette tendance semble toutefois s'être interrompue pour les générations les plus récentes : les seniors les plus jeunes en 2015, nés entre 1946 et 1950, ont un niveau de vie comparable, à âge donné, à celui de la génération 1941-1945.

Ayant eu plus l'occasion d'hériter et plus de temps pour se constituer un patrimoine par l'épargne, les seniors détiennent davantage de patrimoine que les 25-64 ans. En 2015, les ménages de seniors ont en moyenne un patrimoine brut supérieur de 14 % à ceux dont la personne de référence a entre 25 et 64 ans.

Par le passé, le niveau de patrimoine des seniors observé à un âge donné a progressé au fil des générations grâce à la conjoncture économique favorable et à l'augmentation des prix de l'immobilier. Toutefois, cette tendance semble s'interrompre pour la génération 1946-1950. À 65-69 ans, les ménages dont la personne de référence est née entre 1946 et 1950 ont le même montant moyen de patrimoine que les ménages dont la personne de référence est née entre 1941 et 1945.

« “ C'était mieux avant... ” : l'opinion des Français sur leur situation par rapport à celle de leurs parents », DREES, Études et résultats, juillet 2016

Selon le Baromètre d'opinion de la DREES, près de la moitié des Français (46 %) considèrent en 2014 que leur situation globale est moins bonne que celle de leurs parents. Ils n'étaient que 36 % de cet avis en 2004.

Ce sentiment est plus ou moins prononcé selon leur situation sur le marché du travail : en 2014, les chômeurs l'expriment davantage (65 %), ainsi que les actifs en emploi (48 %), contrairement aux retraités et aux étudiants (respectivement 35 % et 39 %).

En outre, près d'un Français sur deux qui estime avoir une situation moins bonne que celle de ses parents pense qu'il peut basculer dans la pauvreté dans les prochaines années. C'est le cas de seulement un quart des personnes qui jugent leur situation identique ou meilleure que celle de leurs parents.

Les personnes qui se sentent déclassées ont également une appréciation de leur situation personnelle bien plus négative que les autres. Toutefois, leur opinion sur le contexte social actuel (état des inégalités et de la pauvreté, coût de la sécurité sociale...) est assez proche de celle des autres personnes enquêtées. Elles jugent aussi souvent que la société française présente un caractère méritocratique

Pour aller plus loin

Hippolyte d'Albis et Ikpidi Badji, [« Les inégalités de niveaux de vie entre les générations en France »](#), Economie et Statistique / Economics and Statistics, 491-492, 71-92

Peugny Camille, Van de Velde Cécile, [« Repenser les inégalités entre générations »](#), Revue française de sociologie, 2013/4 (Vol. 54), p. 641-662.

André Masson, « Les enjeux du patrimoine et de sa transmission dans nos sociétés vieillissantes », à paraître dans Revue française d'économie, XXXIII (2), (octobre 2018), p. 179-234.

Tiberj Vincent, [« Le vote décentré ? Renouvellement générationnel et rapport à la participation électorale en France »](#), Revue française de science politique, 2018/5 (Vol. 68), p. 821-845.

[“Ageing populations in post-industrial democracies : Comparative studies of policies and politics”](#) ouvrage édité par Pieter Vanhuysse et Achim Goerres, London: Routledge/ECPR Studies in European Political Science, 2012.

Bénédicte H. Apouey, Cahit Guven, Claudia Senik. [“Retirement and Unexpected Health Shocks.”](#) PSEWorking Papers n°2017-59. 2018.

Colloque du COR

Les rapports entre générations

S'inscrire

Rendez-vous sur le site du COR
(www.cor-retraites.fr) pour remplir le
formulaire en ligne

S'y rendre

Maison de la Chimie
28 bis, rue Saint-Dominique

Parking public (payant)

Invalides
(face au 23 rue Constantine)

RER

Ligne C (Esplanade des Invalides)

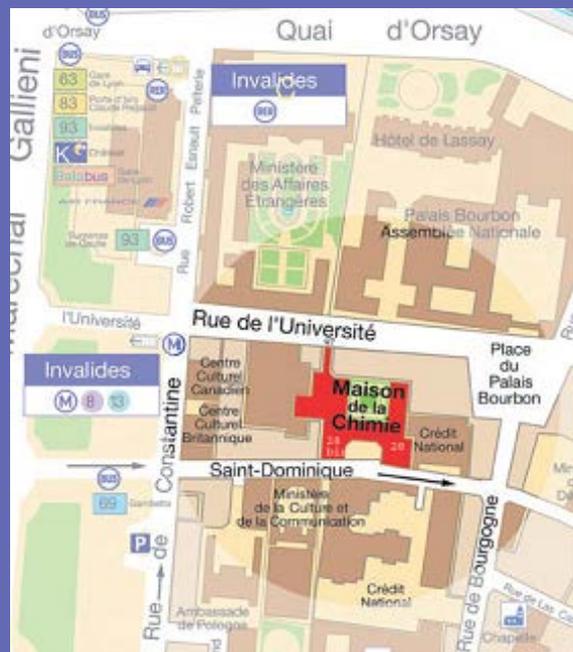
Métro

Lignes 8 et 13 (Invalides)
Ligne 12 (Assemblée Nationale)

Bus

Ligne 69 (Esplanade des Invalides)
Lignes 63, 73, 84, 94, (Assemblée Nationale)

Colloque gratuit et ouvert à tous sur
inscription



Contact

Manon Dubois
Chargée de communication
Secrétariat général du COR
Tél. : 01 42 75 65 57
E-mail : manon.dubois@cor-retraites.fr